



Alain Baché,
Président du Groupe Front de Gauche Aquitaine

Comme il est dit dans le document des orientations budgétaires 2012, et cela nous pouvons le partager, nous sommes dans un contexte qui est difficile. Non pas difficile comme voudraient nous le faire croire le gouvernement et les barons de la finance, mais difficile pour bon nombre d'hommes et de femmes de notre pays puisque ce sont eux qui font les « frais » de cette gestion en étant les principales victimes alors qu'une caste aujourd'hui s'enrichit à leur détriment. Notre crise n'est pas une crise de la dette, mais une crise de répartition des richesses.

C'est de cela qu'il s'agit et de rien d'autre.

Tout cela, mes Cher(e)s Collègues, est simplement empreint de certaines logiques qui nous sont imposées, traités après traités, lois après lois, qui conduisent à la plus totale dérèglementation de nos législations et de nos économies.

Ce sont ceux là même qui prétendaient maîtriser la crise, refonder le capitalisme, sanctionner les patrons voyous, sans parler de brider les pratiques spéculatives qui aujourd'hui prétendent nous donner des leçons.

Pour l'heure, tout cela a totalement échoué. Le plus grave ils continuent !

Les puissants font démonstration de leur impuissance face à la crise du Capitalisme

Et c'est sans doute pour mieux faire oublier leur totale soumission aux marchés financiers qu'ils nous parlent d'une gouvernance économique européenne.

Pas de règle d'or !

C'est pour mieux masquer la réalité de leurs responsabilités et tuer l'espoir d'une alternative qu'ils culpabilisent chaque jour les peuples en voulant instaurer une « règle d'or ». Tout ce contexte auquel je fais allusion, est bien le résultat de choix politiques mis en œuvre pour accroître sans cesse la part des richesses qu'accaparent une minorité. D'autres choix sont possibles pour briser la spéculation afin de sortir de l'impasse de l'austérité et de la rigueur qu'on nous annonce.

C'est dans ce contexte que notre Région se prépare à voter son budget, budget pour le moins contraint puisque résultant d'un choix qui aujourd'hui fige les finances publiques.

Est-il encore besoin de parler de l'argent public qui va être une nouvelle fois englouti aux services des banques et de la finance ? Des pseudos décisions du sommet européens d'hier qui peuvent être de nature à nous rassurer.

Aujourd'hui, il existe un terrible manque à gagner pour les finances publiques.

Cela tient avant tout au fait que les gouvernements successifs n'ont cessé de multiplier les cadeaux fiscaux et parafiscaux, allègements de charges sociales, suppression de la taxe professionnelle, baisse de l'ISF.

Selon un rapport officiel, depuis 1999, l'ensemble des mesures prises en matière de prélèvements obligatoires ont réduit les recettes publiques de près de 3 points du PIB.

Le manque à gagner total pour l'Etat des allègements accordés aux entreprises est de 172 milliards d'euros en année pleine. Pour être plus clair, dans ce total on retrouve les exonérations de cotisations sociales et patronales dont la compensation coûte actuellement quelques 30 milliards d'euros aux finances de l'Etat.

D'autres réformes !

Non mes Cher(e)s Collègues, cette crise et cette situation ne sont pas inéluctables, il est un besoin urgent de sortir de ces logiques qui conduisent à cette situation. Comme nous sommes en plein débat et que celui-ci va s'aiguiser ces prochains mois, c'est bien d'un choix sociétal dont il va être question. Il ne faudra pas faire preuve de frilosité mais simplement de courage pour s'attaquer à ce capitalisme financier et donc rompre avec les logiques actuelles.

C'est tout le débat qui est devant nous et que nous ne pouvons ignorer dans cette assemblée.

Il faudra dans ce contexte une réforme de la fiscalité pour accroître les recettes des impôts, faire reculer les inégalités, dégager des ressources pour la protection sociale et encourager les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles.

Oui il faudra avoir le courage d'engager des réformes qui pénaliseront la croissance financière des capitaux, la recherche de l'argent pour l'argent, les délocalisations.

En disant cela je ne m'éloigne pas des choix budgétaires qu'il nous faudra faire pour 2012, mais chacun comprendra ici qu'il s'agit aussi de prendre en compte tous ces éléments qui aujourd'hui privent les collectivités de ressources et les contraignent à des choix non voulus.

Si nous pouvons partager le constat qui est fait dans le rapport introductif du document des orientations budgétaires qui nous montre une nouvelle fois que la situation financière de la région est dans le contexte actuel pour le moins confortable ?

EN EFFET DES MARGES EXISTENT ;

C'est dans ce contexte que nous abordons l'élaboration du budget 2012.

Il est essentiel d'y voir un engagement politique fort qui sera à la fois fait de résistances, et la gauche peut le faire puisqu'elle dirige la quasi-totalité des régions sous votre présidence, et de propositions qui répondront aux besoins des aquitains.

Nous ne pouvons ignorer que la situation politique a changé ces derniers mois avec le basculement du Sénat à gauche. Avec de plus, une possibilité d'avoir un Président de la République et une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale au printemps prochain.

C'est je crois avec ces objectifs et ces perspectives que nous devons avoir l'ambition de préparer le budget 2012 et donc d'autres logiques que celles que nous connaissons actuellement afin de disposer de marges de manœuvre supplémentaires.

Le Triple A

Pour notre part, nous réfléchissons et travaillons à partir de ce que nous considérons comme une priorité, l'égalité des droits et la solidarité des territoires à l'opposé des logiques de concurrence à l'heure. incluant :

- Le développement économique
- L'emploi, la formation, la jeunesse
- Le développement humain durable
- L'entreprise durable et leur rôle social
- Le service public seul garant d'égalité

Il n'est pas supportable qu'en plus du gel des dotations que l'Etat ne paie ses dettes. Pour montrer notre volonté aux aquitains de vouloir rompre avec ces logiques, nous pourrions inclure dans notre budget les sommes qu'il nous doit et donc émettre un titre de recettes vis-à-vis de celui-ci.

Il n'est pas plus supportable d'être obnubilé par la certification du triple A.

Face à ces contraintes et tourmentes, notre collectivité locale se doit de faire face. Et c'est à partir de nos priorités dont j'ai parlé il y a quelques instants, que nous allons vous faire part de nos remarques et propositions.

Recul de l'emploi industriel

Dans votre document budgétaire, vous nous faites part des difficultés des collectivités pour bénéficier de prêts. C'est je crois là et vous nous l'écrivez également, qu'il y a matière à mesurer l'impasse dans laquelle on nous a amené, avec les contraintes et l'application des divers traités et des règles qui régissent actuellement nos institutions.

Je veux parler du capitalisme financier et de ses compétences désastreuses pour l'économie et les populations.

Pour sortir de cette spirale, nous partageons l'idée que seule la croissance et donc la création de richesses peuvent nous ouvrir des perspectives d'avenir durables

Car même en Aquitaine ces dernières années, l'emploi industriel a reculé de 4,7% en 10 ans.

Comme nous l'avons fait l'an dernier, nous renouvelons notre demande, on peut la baptiser comme l'on veut : d'une conférence régionale pour l'emploi ou autre réunissant tous les acteurs industriels, chercheurs, salariés, organisations syndicales et surtout le secteur bancaire pour chercher ensemble les pistes à explorer.

N'y a-t-il pas à creuser vers les secteurs d'activité innovants et prioritaires à partir de ce que nous portons comme les énergies propres, la voiture de demain, les bio carburants, la fabrication de machine, la chimie verte, la fabrication de produits informatiques, l'aéronautique et le spatial.

Dans ce débat et vous nous l'avait souvent entendu dire : Il n'est pas raisonnable de continuer à financer les multinationales et les grands groupes.

Je rappelle ici l'opposition ferme que nous portons aux subventions accordées à des groupes comme Thales, ou nous avons donné 1 million d'euros en subvention, million d'euro qui ne paie même pas le salaire du PDG du groupe. Groupe qui aujourd'hui licencie.

Même ces grands groupes nous le voyons actuellement en Gironde, après les Landes et les PA ne s'embarrassent d'aucuns préjugés pour aller chercher plus grands profits et exploitations ailleurs.

Pour tout ce qui concerne nos aides, n'ayons pas peur de pousser au bout nos logiques en étant très exigeants.

- Aides conditionnées avec un volet social et environnemental
- Refus d'attribuer des aides à ceux et celles qui ne respectent pas la loi sur nos territoires comme la loi SRU.

Pour un autre développement

Ce qui touche à l'agriculture, l'agroalimentaire, la forêt et la mer est à rapproché de notre volonté de favoriser les circuits courts et de proximité.

Nous avons cette volonté, il faut la pousser jusqu'au bout.

Je pense à la restauration scolaire qui est sans aucun doute une piste à explorer et également à nos politiques en matière d'aménagement de nos territoires, politique de la ville notamment.

Et si nous voulons une agriculture raisonnable et raisonnée, cela ne peut être mené à terme qu'en liant la question des revenus, de l'emploi et de l'aménagement du territoire.

Un mot sur la forêt, j'attire une nouvelle fois votre attention sur la nécessité de veiller à être exigeant sur son développement.

J'entends ici ou là, des intentions et des propos qui voudraient voir fleurir des projets autres que ceux de la présence de la forêt et de la culture.

Sur la forêt n'y a-t-il pas, quand on parle de développement durable et que les besoins sont grands, possibilité de développer une filière de la gemme. Un procédé existe, les besoins sont grands, la possibilité existe et rien ne se fait, sauf à dire ce n'est pas rentable. Un produit existe sur place, n'y aurait-il pas là un bel exemple de ce qu'il faut faire.

Nous partageons l'ambition de la région en matière de formation.

Bien sûr, il faut une formation professionnelle qualifiante et de haut niveau à tous les échelons garantissant une sécurité d'emploi et de formation.

Pour faire face au coût sans cesse de plus en plus élevé, je n'en dirais pas plus, ne devrions-nous pas nous orienter vers un service public de la formation.

Pour que jeunesse rime avec solidarité, culture, santé, sport, égalité des chances, logement, formation, lutte contre la précarité.

Nous ne pouvons que louer la volonté politique de la région et aller dans ce sens en attirant la aussi votre attention pour ne pas glisser vers certaines dérives.

- Le financement d'équipements de lycées privés.

- Et également nos engagements sur l'école du management de Bordeaux qui pratique des droits d'inscription éliminant de fait les classes populaires.

Un mot maintenant sur notre politique des transports.

Vous le savez, nous partageons l'ambition de développer le réseau ferré et fluvial. Les politiques de l'Etat dans ces domaines nous préoccupent. L'action de la région sur le TER va dans le bon sens. Heureusement car nous ne pourrions plus circuler sur le réseau, il n'empêche que cela pose problème, comment sans rentrées financières nouvelles, allons-nous pouvoir faire ?

Il faut très vite que la région bénéficie à plein de la taxe transport régionale pour assumer notre compétence en la matière.

J'y reviendrai tout à l'heure quand nous aborderons le débat sur le financement de la LGV, ce PPP nous inquiète :

- Pour son coût réel de réalisation,
- Pour son coût réel de droit de passage

Et je ne parle pas des mauvaises surprises, chacun a ici en mémoire ce qu'il en est de l'hôpital construit à Corbeil-Essonnes, plusieurs centaines de malfaçons constatées.

Je voudrais terminer mon propos sur un aspect qui me tient particulièrement à cœur, la gestion du personnel et nos décisions.

Je pense à la mutualisation de certains services, pourquoi pas, mais cela doit se faire en y associant l'ensemble des acteurs.

Un dialogue social qui doit faire l'objet de toute notre attention et amener les réponses urgentes à des questions qui se posent, comme les œuvres sociales et l'égalité salariale des agents